



TF1

JOURNAL DE 20H – Le 22/01/2012 – 20 :09 :55 – Extrait

Invité : François HOLLANDE, candidat PS à l'élection présidentielle

**CLAIRE CHAZAL**

Bonsoir François HOLLANDE.

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Bonsoir.

**CLAIRE CHAZAL**

Merci beaucoup d'être sur ce plateau. Vous étiez nettement à l'offensive cet après-midi au Bourget, on entendait tous ces témoignages. Est-ce que l'on peut dire que vous avez choisi de donner un coup de barre à gauche à votre campagne ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Non j'ai choisi d'être moi-même. Je n'ai pas varié selon les situations. J'ai dit que j'avais un adversaire, ce n'était pas celui auquel on pense, même s'il y aura des personnes en face de moi dans l'élection présidentielle, mon adversaire c'est la finance. C'est elle qui nous contraint, c'elle qui nous frappe, c'est elle qui nous met dans cette crise ; c'est elle qui met un certain nombre de familles en situation d'être exposées au chômage et à la précarité. Donc je veux la vaincre. Alors ça ne viendra pas de la seule France, il faudra d'y mettre aussi au plan européen mais je prendrai des mesures, je les ai annoncées d'ailleurs : la réforme des banques...

**CLAIRE CHAZAL**

Alors vous avez annoncé : séparer les banques d'affaires et les banques de dépôt – on va les voir d'ailleurs sur un tableau – taxer les transactions financières ou encore supprimer les stock-options. Est-ce que vraiment les banques sont le diable pour vous ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Je ne dis pas que ce sont des diables les banques, je pense que ce sont des fonds spéculatifs qui les ont mises elles-mêmes en difficulté. Rappelez-vous, il y a trois ans, c'est l'Etat qui sauve les banques avec notre argent, nous apportons une garantie. Et puis aujourd'hui ce sont les banques qui viennent spéculer contre les Etats, comment l'admettre ? Aujourd'hui – et ça a été une décision qui a été prise au plan européen – les banques peuvent venir à la Banque centrale se financer, c'est-à-dire prendre tous les crédits dont elles ont besoin et les Etats, eux, peinent à se financer sur les marchés ! Comment l'admettre ?!

**CLAIRE CHAZAL**

Les banques prêtent aux particuliers, il faut bien qu'elles soient...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Ah ! mais de ce point de vue, il n'y a pas de souci, au contraire ! Et c'est pour ça...

**CLAIRE CHAZAL**

Il est important de les soutenir aussi...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Faisons en sorte que les banques qui reçoivent nos dépôts, prêtent aux entreprises, elles en ont besoin, prêtent aux particuliers qui en ont également la nécessité pour acheter des logements, pour faire des crédits à la consommation ; mais prenons garde que les banques ne spéculent pas avec l'argent que nous leur mettons à disposition par notre épargne et par nos dépôts. C'est ça le sens de la proposition que je fais. Et puis ensuite il y a des rémunérations qui ont été excessives, il y a des formes de rétribution des

traders, des bonus, des stock-options, tout le monde pensait que c'était terminé et ça revient, et puis les paradis fiscaux !

**CLAIRE CHAZAL**

Et on pourra empêcher les entreprises de distribuer des stock-options ou des bonus ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Les stock-options... je considère qu'elles n'ont aucune légitimité, donc elles n'auront aucune légalité et une loi viendra en terminer...

**CLAIRE CHAZAL**

Il faudra donc une loi...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Sauf pour les entreprises qui naissent bien sûr. Quant aux bonus, ils seront encadrés. Moi je ne peux pas admettre qu'il y ait un tel écart de rémunération entre ceux qui travaillent et ceux qui ont le produit de leurs rentes ou de leur spéculation ! Comment on peut, dans une société, la nôtre, la France, pays de l'égalité, accepter qu'il y ait autant de disparités entre les uns et les autres ! Que ceux qui s'enrichissent en dormant laissent les autres, ceux qui travaillent, être dans la peine ou dans l'inquiétude !?

**CLAIRE CHAZAL**

Alors François HOLLANDE, on le comprend bien, votre ennemi, c'est le monde de la finance, les puissances de l'argent ; ce que l'on comprend moins dans votre discours, ce sont les clefs du redressement économique. Où sont-elles, ces clefs du redressement économique ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Là aussi, je préfère dire la vérité aux Français ; il nous faudra produire davantage ; si nous voulons produire, il faut, j'en ferai un certain nombre de propositions, que nous redressions notre industrie. Et donc première idée, première préconisation : une banque publique pour l'investissement. Non pas une banque qui se substituera aux autres mais une banque qui accompagnera les entreprises qui sont en développement, qui quelquefois n'arrivent pas à trouver les accompagnements nécessaires, cette banque publique d'investissement avec des fonds régionaux, ceux que nous connaissons déjà à travers les conseils régionaux mais d'autres encore, toute la mobilisation de l'épargne pour accompagner les entreprises. Je fais une deuxième proposition : aujourd'hui, les épargnants ne savent pas très bien où mettre leur argent, eh bien nous ouvrirons un livret d'épargne pour l'industrie de façon à ce que les banques les mettent à disposition des épargnants et que cet argent aille vers les entreprises qui se développent, qui innoveront. Nous utiliserons finalement nos économies pour l'économie et nous avons besoin de redresser l'industrie et redresser aussi nos finances. Je vais si les Français m'en donnent mandat, hériter une situation extrêmement dégradée, la dette publique aura augmenté de 600 milliards, nous avons une dette qui est encore importante pour l'année 2021. Donc j'aurai à prendre des décisions, d'où la réforme fiscale que je préconise.

**CLAIRE CHAZAL**

Alors vous préconisez notamment, on va le voir aussi sur un tableau, une nouvelle tranche de l'impôt sur le revenu, à 45%...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Pour ceux qui ont plus de 150.000 euros par an de revenus...

**CLAIRE CHAZAL**

Pour ceux qui ont plus de 150.000 euros par an de revenus. La retraite à soixante ans lorsqu'on a cotisé 41 ans...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Voilà, ceux qui ont leurs annuités - et ils me regardent peut-être, ils m'écoutent - ceux qui ont leurs 41 années de cotisation, pourront partir à soixante ans.

**CLAIRE CHAZAL**

Et comment finance-t-on cette mesure quand on est dans un pays aussi endetté que vous le dites ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Alors cette mesure a bien sûr un coût, à peu près quatre à cinq milliards d'euros à la fin du quinquennat ; nous aurons à trouver les économies ailleurs et à lever un certain nombre de prélèvements pour financer ces retraites parce que nous avons besoin... de toute façon, la réforme telle qu'elle a été votée et telle qu'elle a été présentée par Nicolas SARKOZY et François FILLON n'est pas financée en 2017, donc de toute manière, j'ouvrirai une négociation avec les partenaires sociaux, patronats et syndicats, pour trouver des solutions durables pour les retraites. Mais comprenez bien : je ne peux pas demander à un homme, à une femme qui a cotisé 41 années, qui vient à soixante ans, de faire une, deux, trois années de plus...

**CLAIRE CHAZAL**

C'est le cas dans les pays voisins comme en Allemagne par exemple...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Non parce que dans les pays voisins, on peut repousser l'âge de la retraite mais on n'a pas cette durée de cotisation aussi longue. Il n'y a qu'en France où on a à la fois l'âge qui a été repoussé et des durées de cotisation qui sont aussi longues pour beaucoup de nos concitoyens.

**CLAIRE CHAZAL**

Il y a aussi un volet très important sur le logement avec une proposition d'encadrer les loyers, également un doublement du plafond du LIVRET A. Est-ce qu'encadrer les loyers, c'est-à-dire au fond les bloquer, ça ne risque pas de paralyser le marché de l'immobilier, est-ce que c'est réaliste ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

C'est une mesure exceptionnelle, c'est lorsqu'il y a relocation de l'appartement ou de la maison et lorsque telle ou telle propriétaire est tenté d'augmenter très sérieusement les loyers - chacun ici a des exemples en tête - donc là parce que c'est dans des zones particulièrement tendues, il y a une montée des loyers - vous avez vu ce qu'ils ont pris ces derniers mois ou ces dernières années - il y aura cet encadrement. Mais je fais une autre proposition beaucoup plus forte encore, parce que vous avez raison, il ne suffit pas d'avoir une mesure administrative, il faut qu'il y ait plus de logements, et donc l'Etat est propriétaire d'un bon nombre de terrains dans de nombreuses villes de France ; si je suis élu Président de la République, tous ces terrains seront gratuitement mis à disposition des collectivités locales qui prendront l'engagement dans le délai de cinq ans, de construire des logements. Ce sera un déblocage considérable de l'offre foncière, ce qui permettra là encore de soutenir l'activité du bâtiment qui est une activité très importante en France.

**CLAIRE CHAZAL**

Et puis il y avait aussi un chapitre consacré aux institutions, j'allais dire au sens large, avec la loi de 1905 sur la laïcité qui entrerait dans la Constitution,

également le droit de vote des étrangers aux élections locales ; est-ce que tout cela, François HOLLANDE, correspond à cette République normale dont vous parliez... cette présidence normale dont vous parliez au début de la campagne ?

**FRANÇOIS HOLLANDE**

J'y tiens beaucoup à cette présidence normale...

**CLAIRE CHAZAL**

Vous n'y avez pas renoncé malgré les couacs, les attaques ici et là...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Non, ça veut dire quoi ? Que celui qui préside, doit avoir la hauteur nécessaire mais ne doit pas être celui qui décide de tout, celui qui pense pour tous, celui qui agit à la place des collectivités locales. Je veux au contraire leur donner un acte de décentralisation supplémentaire... à la place des partenaires sociaux, moi je ne veux pas les convoquer, je vais essayer de coproduire avec patronats et syndicats un certain nombre d'évolutions pour le travail, pour l'emploi, pour l'emploi des jeunes notamment puisque je fais cette proposition d'un contrat de génération pour les jeunes et pour les seniors. Donc je veux donner une autre image de ce qu'est la présidence de la République, une présidence aussi plus exemplaire dans son comportement, plus modeste aussi ; pas besoin d'avoir une augmentation des rémunérations telle qu'elle avait été faite par celui qui est encore Président de la République. Moi je diminuerai de 30% l'indemnité du Président et des ministres.

**CLAIRE CHAZAL**

Vous ne l'avez pas beaucoup cité... et même pas du tout...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Pas du tout...

**CLAIRE CHAZAL**

Vous en avez parlé en creux bien évidemment...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Je considère que ce n'est plus cela...

**CLAIRE CHAZAL**

Est-ce que c'est parce qu'il n'est pas encore candidat...

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Il l'est. Mais je considère que maintenant c'est de l'avenir dont les Français veulent que je parle.

**CLAIRE CHAZAL**

Merci beaucoup François HOLLANDE, d'être venu ce soir sur notre plateau.

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Merci à vous. 20 :18 :34 FIN<